



Pourquoi nous avons besoin de gouvernements

L'homme considéré comme le père de l'économie consacré beaucoup de temps et une grosse partie de son travail à parler de la façon dont les marchés libres produisent les meilleurs résultats pour tout le monde. Adam Smith, dans son livre "La richesse des nations", nous a parlé de la main invisible qui nous guide tous dans ce monde chaotique et s'assure que nous obtenons tout ce que nous sommes prêts à payer. Maintenant, si nous prenons ses idées et les regardons hors contexte, il peut sembler que toute forme de gouvernance ou de réglementation que nous avons jamais vue est inutile. Sommes-nous donc en train de réguler perpétuellement les marchés, où Adam Smith, l'un des plus grands scientifiques de l'histoire, a-t-il complètement tort? Eh bien, non plus. Les idées d'Adam Smith sont toujours très utiles et le monde est aussi proche des marchés libres qu'il ne l'a probablement jamais été. Ce que font les gouvernements et les régulateurs, ou du moins ce qu'ils sont censés faire, c'est corriger les défaillances du marché.

Rappelons d'abord les concepts les plus fondamentaux de l'économie: l'offre et la demande. Nous savons qu'il existe une relation directe entre le prix du bien et son offre, donc fondamentalement plus le prix du marché est élevé, plus le produit sera fourni, et qu'il existe une relation inverse entre le produit et sa demande, donc un prix plus élevé entraîne une demande plus faible. Pensez à presque tout ce que vous avez déjà acheté ou pensé à acheter et ces idées sembleront naturelles. Les défenseurs du marché libre disent que pour atteindre l'allocation optimale des biens, de sorte que tous les acheteurs consentants achètent et tous les vendeurs

consentants vendent leurs produits, il ne faut rien faire du tout. Les acheteurs trouveront les vendeurs et vice-versa, des échanges auront lieu, le prix fluctuera jusqu'à ce que le marché atteigne un état stable, appelé équilibre (nombre de vendeurs = nombre d'acheteurs). Alors pourquoi avons-nous tous ces innombrables règlements et lois? Et pourquoi diffèrent-ils d'un secteur à l'autre? La réponse peut être exprimée en une phrase: les défaillances du marché. Nombreux sont les cas où le marché est incapable de produire le meilleur résultat. Une entreprise pourrait exploiter sa position de monopoliste, ou quelques entreprises pourraient conspirer afin d'augmenter leurs profits aux dépens des consommateurs en cas d'oligopole, ou certaines entreprises pourraient utiliser certaines pratiques non concurrentielles telles que la vente à un prix inférieur à leur propre coût dans l'espoir de survivre à tous les autres sur le marché et de se créer un monopole.

Les externalités sont beaucoup moins discutées et un peu plus compliquées. Tel que défini par Oxford Reference dictionary, une externalité est "l'effet indirect de l'activité de consommation ou de production d'un agent sur le bien-être ou les activités économiques d'autres agents". Fondamentalement, chaque fois que vous achetez ou produisez quelque chose qui crée un coût ou un avantage pour quelqu'un d'autre, une externalité est créée. Bien que le terme défaillance du marché semble assez négatif, les externalités ne sont pas toujours mauvaises. Le terme est seulement censé signifier que le marché ne parvient pas à allouer les ressources de manière optimale. Les économistes distinguent les externalités positives et négatives selon qu'il s'agit d'un coût ou d'un avantage. Les gouvernements doivent comprendre toutes les implications de celles-ci pour pouvoir les corriger. Considérons maintenant quelques exemples d'externalités et voyons comment elles sont traitées dans le monde moderne.

L'une des externalités les plus courantes de nos jours est l'émission d'éléments nocifs dans l'environnement. Depuis la révolution industrielle, une myriade d'activités humaines est synonyme

d'émissions de CO2 et de nombreux autres gaz et substances qui polluent l'air que nous respirons, réduisent notre niveau de vie et, de manière générale, aggravent le monde. On pourrait penser que les décideurs rationnels en tiendraient compte et arrêteraient les émissions ou trouver des alternatives, et actuellement, il y a tout à fait des progrès réalisés à ce sujet au niveau des entreprises ainsi que des décideurs. Cependant, comprenons le point de vue des émetteurs et voyons pourquoi cela constitue l'exemple parfait d'une externalité négative.

Il y a des millions d'usines dans le monde, la plupart d'entre eux émettant des substances dangereuses dans l'atmosphère tout le temps. Si nous examinons l'une de ces usines, nous verrons certains intrants et matières premières transformés à l'aide de machines et de main-d'œuvre humaine en un certain produit final. La société calcule le coût de chacun de ces produits, compte tenu de toutes les dépenses effectuées et à faire, ajoute une marge bénéficiaire afin qu'elle puisse gagner de l'argent avec le produit et le vend à l'acheteur disposé. Le coût social des émissions de CO2 n'est pas pris en compte et ni le producteur ni l'acheteur n'en paient. Le coût, par définition, est payé par la société dans son ensemble, et sans le consentement de cette dernière. Ainsi, le coût de production de, disons 90, est en réalité plus proche de 110 (c'est-à-dire si nous calculons en quelque sorte le montant exact du coût social encouru à 20), alors que le produit n'a été vendu que pour 100. D'un point de vue comptable et même économique de l'entreprise, elle a créé de la valeur, mais du point de vue de la société dans son ensemble, la valeur a été détruite. C'est là que les gouvernements et les règlements sont nécessaires. Si le gouvernement a estimé le coût social à 20, ce que nous considérons comme exact pour l'instant, il peut taxer l'usine ou l'acheteur avec ces 20 pour chaque produit fabriqué et vendu, et au lieu des personnes qui n'ont même jamais vu le produit, ce sont les parties intéressées qui supporteront le fardeau du coût social. Ce qu'une telle taxe n'est essentiellement privatisée le coût social.

Les externalités ne sont pas nécessairement négatives. Il existe d'innombrables cas où la production ou la consommation d'un certain bien ou service entraîne un avantage social pour un certain groupe de personnes, ou, peut-être, pour la société en général.

Lorsqu'elle prend la décision d'acheter un produit ou de faire quoi que ce soit, une personne prend en compte tous les coûts et avantages personnels de l'action et si les avantages l'emportent sur les coûts, l'action est prise, l'achat est effectué. Lorsqu'un diplômé du secondaire de 18 ans envisage de fréquenter l'université ou de commencer sa carrière dans une succursale bancaire locale en tant que caissier, il/elle considère les frais de scolarité et autres dépenses qui vont être de 30000 par an et il/il sait-il/elle aurait pu gagner au moins 25 000 par an s'il avait opté pour le poste au lieu de fréquenter l'université. À l'heure actuelle, son calcul des coûts internes s'élève à 55000 par an. Maintenant, suivant la logique décrite ci-dessus, sa décision dépendra si les avantages de fréquenter l'université sont supérieurs ou inférieurs à 55000 par année. Bien sûr, il est assez compliqué d'exprimer les avantages de l'enseignement collégial en matière d'argent, mais il parvient toujours à trouver le nombre de 50000 par an. On pourrait penser qu'elle / il est préférable de prendre ce travail à la banque, et compte tenu des informations données jusqu'à présent, elle est en effet. Cependant, une personne éduquée ne tire pas seulement les avantages privés de son éducation, mais elle crée également une externalité positive sous la forme d'un avantage social pour les personnes qui l'entourent. Une personne éduquée comme votre voisin vous apporte également des avantages: ils défendent certains projets pour le quartier à leur travail, qu'ils ont obtenu grâce à leur expertise et à leur éducation, ils font des choix éclairés et rationnels lors des élections locales, ce qui signifie que vous obtenez un meilleur gouvernement local, etc. Donc, l'avantage d'obtenir une éducation est supérieur à 50000, peut-être même 55000, mais pas pour le décideur lui-même. Encore une fois, il appartient au gouvernement de s'assurer que l'avantage

